

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

MAMOUDZOU-CCIM-TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU SIEGE DE LA CCIM ET DE LA MAISON DE
L'ENTREPRISE (MDE)

Place Mariage SIEGE DE LA CCIM ET DE MDE

97600 MAMOUDZOU

Dossier n° : 2506MAYU1000002

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPA : Catégorie 2

Indice	Date	Modifications	Rédaction
0	01/08/2025	PGC du 01/08/2025	Emmanuel QUINQUIS

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.2.1. Liste des lots

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

1.4.2. Phasage de l'opération

1.4.3. Informations complémentaires

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Ouvrages existants

2.1.1. Bâtiment existant

2.1.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

2.2. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.2.1. Amiante

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.1.1. Plan d'installation de chantier

3.1.2. Occupation du domaine public

3.1.3. Clôture de chantier intérieure et signalisation

3.1.4. Identification du personnel

3.1.5. Visites de chantier par des tiers.

3.1.6. Panneau de chantier

3.1.7. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.1.8. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

3.1.9. Base vie - Modalités d'organisation

3.1.10. Base vie - Effectif de dimensionnement

3.1.11. Base vie - Définition des installations

3.1.12. Installations de distribution électrique

3.1.13. Installations d'éclairage

3.1.14. Entretien des installations électriques

3.1.15. Points d'eau et d'évacuation

3.2. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.2.1. Voie piétonne

3.2.2. Accès dans les bâtiments

3.2.3. Accès dans les étages

3.2.4. Accès en toiture

3.3. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.3.1. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

3.3.2. Pose des gardes corps de balcons et coursives

3.4. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.4.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

3.4.2. Bennes à gravais et déchets

3.4.3. Acheminement des déchets vers les bennes

3.4.4. Nettoyage et évacuation des déchets

3.5. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.5.1. Moyen d'alerte des secours

3.5.2. Consignes de sécurité

3.5.3. Sauveteurs secouristes du travail

3.5.4. Matériel de secours

4. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

4.1. Modalités de coopération

- 4.1.1. Plan Général de Coordination
- 4.1.2. Plan Général Simplifié de Coordination
- 4.1.3. Désignation des entreprises
- 4.1.4. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 4.1.5. Prestataires de services et Travailleurs indépendants
- 4.1.6. Présence de personnel étranger
- 4.1.7. Inspection Commune
- 4.1.8. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 4.1.9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié
- 4.1.10. Rôle du coordonnateur
- 4.1.11. Registre journal
- 4.1.12. Définition des personnes autorisées

5 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Assistant Maître d'Ouvrage	PSB	1009Ancien chemin de Tourves 83370 SAINT MAXIMIN LA SAINTE BAUME
Maître d'ouvrage	Chambre de commerce et d'industrie	Place mariage 97600 MAMOUDZOU
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	Immeuble Mega BP 348 ZI Kaweni MAYOTTE 97600 MAMOUDZOU
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	Immeuble Mega BP 348 ZI Kaweni MAYOTTE 97600 MAMOUDZOU

1.2. Liste des lots

N° - Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1 A - Démolition			
1 B - Menuiserie intérieure – Plâtrerie			
1A - Menuiserie intérieure – Plâtrerie			
1B - Démolition			
2 A - Climatisation – CVC			
2 B - Climatisation – CVC			
2A - Electricité			
2B - Electricité			
3 A - Revêtement de sol – Carrelage			
3 B - Revêtement de sol – Carrelage			
3A - Peinture – Signalétique			
3B - Peinture – Signalétique			
4 - Couverture			

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

L'opération est une remise en état des locaux de la CCI de Mayotte et de la Maison de l'entreprise situé Place mariage.

1.4.2. Phasage de l'opération

Le phasage est établi par le Maitre d'oeuvre. Les travaux débutent par le bat A (bat CCI) puis le bat B (maison de l'entreprise)

1.4.3. Informations complémentaires

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Ouvrages existants

2.1.1. Bâtiment existant

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux ont actuellement partiellement utilisés. Les locaux seront débarrassés de son mobilier et le personnel sera déplacé préalablement au démarrage des travaux.	Maître d'ouvrage

2.1.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
Au stade de la réalisation du présent Plan général de coordination, aucune information n'a été transmise au CSPS concernant la présence d'ouvrages enterrés.	Maître d'ouvrage

2.2. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.2.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les rapports en recherche d'amiante avant travaux, n'ont pas été transmis au coordonnateur au moment de l'élaboration du présent Plan Général de Coordination. Il est rappelé au maître d'ouvrage l'obligation d'effectuer des diagnostics amiante avant travaux. Les diagnostics devront être transmis au coordonnateur préalablement au démarrage des travaux. Les travaux ne pourront démarrer qu'après la production des diagnostics et la mise à jour du présent Plan Général de Coordination.	Maître d'ouvrage

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.1.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	1 A - Démolition
Sur ce plan figureront notamment: * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements et bureaux de chantier, * Les voies de circulation, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets.	1 A - Démolition

3.1.2. Occupation du domaine public

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès et occupation temporaire du domaine public devront faire l'objet d'une demande préalable auprès des services techniques de la ville. L'entreprise aura en charge, les demandes d'occupation du domaine public, et de tous droits d'occupation de voirie jusqu'à la fin du chantier. L'entreprise devra la mise en place et la maintenance de la signalisation demandée, jusqu'à la fin de l'occupation du domaine public.	1 A - Démolition 1B - Démolition

3.1.3. Clôture de chantier intérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de travaux mitoyennes avec les locaux existants en activité seront isolées par des cloisons provisoires.	1 A - Démolition 1B - Démolition
Des pancartes d'interdiction d'accès seront affichées sur les portes éventuelles de communication de ces cloisons. Les portes devront fermer à clé pour interdire l'accès des tiers au chantier.	1B - Démolition 1 A - Démolition

3.1.4. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	Tous Corps d'état

3.1.5. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Maître d'ouvrage

3.1.6. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	1 A - Démolition 1B - Démolition

3.1.7. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 A - Démolition 1B - Démolition

3.1.8. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Cloisons de chantier intérieures : Mise en place, à l'entrée de l'opération au démarrage des travaux une signalisation rappelant l'obligation du port des EPI de chantier. Maintenance et adaptation de la signalisation en fonction du phasage des travaux.	1 A - Démolition 1B - Démolition

3.1.9. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises. Elles seront installées à l'emplacement indiqué par le Maître d'ouvrage	1 A - Démolition

3.1.10. Base vie - Effectif de dimensionnement

Dispositions prévues	A la charge de
Les sanitaires, vestiaires et les réfectoires seront dimensionnés pour recevoir, un effectif moyen de 7 Personnes.	1 A - Démolition

3.1.11. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	1 A - Démolition
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	1 A - Démolition

3.1.12. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement aux démolition, le lot électricité effectuera une consignation des installations existantes et signalera clairement les réseaux maintenus sous tension. Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	2A - Electricité 2B - Electricité
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer le raccordement des installations intérieures des bâtiments. Il sera prévu: un coffret sur pied dans chaque zone de travail.	2B - Electricité 2A - Electricité

3.1.13. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire dans les circulations communes. Cette installation se fera à l'avancement des consignations réalisée dans le cadre des travaux de démolition.	2B - Electricité

3.1.14. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	2A - Electricité

3.1.15. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier ainsi que des points d'eau extérieurs pour les bâtiments.	1 A - Démolition

3.2. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.2.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de cheminements piétons devront être exempt de tout stockage.	Tous Corps d'état

3.2.2. Accès dans les bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes des halls d'entrées situées sur les façades. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance des aménagements provisoires nécessaires à la sécurisation des accès.</p> <p>Dans la mesure du possible les accès pour les travailleurs seront distinct des accès pour le personnel de l'établissement.</p>	Tous Corps d'état

3.2.3. Accès dans les étages

Dispositions prévues	A la charge de
Les circulations intérieures se feront à partir des escaliers définitifs, à poser à l'avancement de la réalisation des planchers.	Tous Corps d'état

3.2.4. Accès en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
<p>BAT A CCI</p> <p>La toiture n'a pas été visitée. Elle fera l'objet d'une visite spécifique selon nécessité préalablement aux travaux afin de déterminer les disposition de protection à prendre en compte.</p> <p>Bat B Maison de l'entreprise</p> <p>Les accès aux toitures se feront par la mise en place d'un échafaudage ou d'une nacelle . La neutralisation des circulation au sol sera réalisée préalablement à toute opération.</p>	4 - Couverture

3.3. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.3.1. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra :</p> <p>Prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection, avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone, assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS, Rétablir la protection collective à la fin des travaux, faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée.</p>	Tous Corps d'état
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	Coordonnateur SPS

3.3.2. Pose des gardes corps de balcons et coursives

Dispositions prévues	A la charge de
En aucun cas la continuité des protections collectives ne doit être interrompue sur les coursives, zones de circulation ou espaces accessible aux travailleurs ou au personnel de l'établissement. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.	Tous Corps d'état

3.4. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets**3.4.1. Gestion des déchets Mode d'organisation**

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise évacuera ses déchets du site	Tous Corps d'état

3.4.2. Bennes à gravais et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets devront en faire part au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS pour définir leur emplacement. Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.	Tous Corps d'état

3.4.3. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état

3.4.4. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état

3.5. Mise en commun des moyens - Organisation des secours**3.5.1. Moyen d'alerte des secours**

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état

3.5.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBT et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'état

3.5.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

3.5.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état

4. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

4.1. Modalités de coopération

4.1.1. Plan Général de Coordination

4.1.2. Plan Général Simplifié de Coordination

4.1.3. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

4.1.4. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

4.1.5. Prestataires de services et Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

L'obligation de réaliser une inspection commune et d'établir un PPSPS pour les prestataires sera déterminée selon les trois critères cumulatifs suivants :

- Critère 1 : L'intervention présente un caractère obligatoire pour l'opération,
- Critère 2 : L'intervention est planifiable dans le temps.
- Critère 3 : L'intervention génère des risques exportés,

Tout prestataire appelé à intervenir sur le chantier devra, avant son intervention, faire l'objet d'une analyse conjointe avec son « donneur d'ordres ». Cette analyse sera reprise sur la fiche de classification des prestataires (FCP en annexe de ce PGCSPPS) et transmise au CSPS et au maître d'ouvrage (3 semaines au plus tard avant l'intervention du prestataire) pour déterminer la nécessité de réaliser une inspection commune et d'établir un PPSPS selon les 3 critères précédents.

À défaut d'obligation de PPSPS, les prestataires dont l'intervention ne réunit pas les trois critères cumulatifs devront néanmoins intégrer leur analyse de risques dans le PPSPS de leur donneur d'ordre qui transmettra son avenant au CSPS et au Maître d'ouvrage.

4.1.6. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

4.1.7. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

4.1.8. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

4.1.9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié

4.1.10. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

4.1.11. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

4.1.12. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

5 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Emmanuel QUINQUIS	Tél : 0615276356 Email : emmanuel.quinquis@socotec.com
Etabli le : Date de modification : 01/08/2025	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: Place Mariage SIEGE DE LA CCIM ET DE MDE 97600 MAMOUDZOU	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)